

Durcissement du conflit au Burundi après un mois de crise

RFI, 31-05-2015 Il y a près de trois semaines, les pays de la région se retrouvaient à Dar es-Salaam pour tenter de trouver une solution à la crise burundaise, une réunion renvoyée plus tard en raison d'une tentative de coup d'État qui avait failli renverser le chef de l'État burundais. Depuis, les choses ont changé sur le terrain avec un durcissement du conflit et de la répression. Sur le terrain ce dimanche la situation est à la mi-journée calme.

Cette fin de semaine, la société civile avait annoncé qu'elle n'observerait pas de trêve comme c'était pourtant de coutume le week-end depuis le début de la contestation afin notamment de faire pression sur le sommet de la Communauté est-africaine à Dar es Salaam et d'obtenir des chefs d'État présents qu'ils demandent formellement Nkurunziza de renoncer à son troisième mandat. Plusieurs appels à manifester avaient donc été lancés pour ce dimanche, à commencer par les associations de femmes appelant à un rassemblement en centre-ville, mais aussi une marche des chrétiens pour la paix et dans les quartiers contestataires qui souhaitent profiter du sommet en Tanzanie pour faire entendre leurs voix anti-Nkurunziza. Mais à la mi-journée, la rue était calme à Bujumbura, même dans les quartiers où la contestation est traditionnellement forte. On apprenait que la manifestation des femmes avait été annulée par crainte des violences policières. Est-ce le signe d'un essoufflement de la contestation contre le 3e mandat présidentiel de Pierre Nkurunziza ? De fait la répression s'accroît au Burundi. Durcissement de la répression Victime d'une tentative de coup d'État pendant ce premier sommet consacré au Burundi, le président Pierre Nkurunziza a été remis en selle par son armée mais cette tentative lui a permis de donner un tour de vis supplémentaire à la répression des manifestations contre ce troisième mandat, mouvement qui dure depuis plus d'un mois. Désormais, la police du Burundi est plus équipée de matériel anti-émeute : est armée de kalachnikov qu'elle fait face aux manifestants que le pouvoir confond volontiers avec les putschistes et le recours aux grenades est de plus en plus fréquent. La police de la capitale a été renforcée aussi avec des effectifs de province. Le bilan de la répression est de plus d'une quarantaine de tués par balles, des centaines de blessés et de plus d'un millier d'arrestations. Une opposition a également été assassinée. Aujourd'hui, les risques de radicalisation et de dérapage dans la crise burundaise sont bien réels. Plusieurs organisations comme Human Rights Watch ou International Crisis Group mettent d'ailleurs en garde les autorités burundaises contre, selon leurs termes, une spirale de la violence avec un pouvoir radicalisé ces dernières semaines.